

En finir avec le nucléaire

Pourquoi et comment

Seuil, Paris, 2011

L'objectif de ce livre clair et solidement argumenté est de démontrer la nécessité et la possibilité pour la France d'en finir avec le nucléaire. Car il est désormais absurde et dangereux de ne pas engager le débat sur cette question discutée sans tabou dans tous les grands pays industriels, au motif que notre pays est engagé dans un processus de production d'électricité qui serait irréversible. Les auteurs soulignent non sans ironie que la transformation de cette technique consistant «à faire bouillir de l'eau» en symbole de la grandeur de la France «laisse d'ailleurs pantois nombre d'observateurs étrangers qui ne comprennent pas pourquoi on en est arrivé là».

Certes, cette hégémonie du nucléaire dans la production d'électricité en France est l'aboutissement d'un long processus amorcé dans l'immédiat après-guerre pour culminer dans les années 1970 à la suite du premier choc pétrolier, avec, d'une part, le lancement du «tout nucléaire», d'autre part, celui du surgénérateur Superphénix, et enfin l'extension démesurée du complexe de retraitement des combustibles irradiés de la Hague. Faiblesse relative des ressources fossiles et volonté d'affirmer la puissance nationale par la possession de l'arme nucléaire sont autant d'arguments connus mis en avant à l'époque du gaullisme triomphant et confortés par l'allié communiste dans ce combat douteux. Mais l'époque a changé et les auteurs reprennent à nouveaux frais l'analyse de cette aberration technologique, écologique et sociale, porteuse de surcroît de dangers graves et avérés après les catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima. Ce livre clair et percutant déploie son argumentaire en cinq points.

Le premier chapitre déblaie le terrain en démontant les arguments spécieux, voire carrément faux, des nucléocrates français. Et celui tout d'abord de l'indépendance nationale. En particulier, si l'on tient compte du fait que tout l'uranium utilisé dans les centrales françaises est importé, c'est-à-dire si l'on fait apparaître ce combustible dans la colonne des importations, le taux d'indépendance réel de la France n'est que de 8,9 % ! À comparer avec celui calculé en 1975 où le taux officiel était de 26 %. Les auteurs ajoutent que la dépendance au pétrole, soit 41 % de la consommation énergétique finale de notre pays, reste porteuse de hauts risques qui n'ont été réduits en rien par le choix nucléaire. L'argument du prix avancé par Nicolas Sarkozy traitant d'irresponsables ceux qui demandent la sortie du nucléaire, est tout aussi fallacieux, car il ne tient compte ni des coûts de rénovation du parc vieillissant ni de ceux de la mise en chantier des EPR (European Pressurized Reactor), si l'on maintient l'option nucléaire. Rappelons la fabuleuse escalade des coûts de l'EPR en construction à Flamanville : 3,4 milliards d'euros en juillet 2008, 4 milliards en décembre 2008, 5 milliards en juillet 2010, 6 milliards en juillet 2011 ! À ces réalités tangibles s'ajoutent les impasses majeures sur la fin du cycle des combustibles, du stockage des déchets et celle plus inquiétante encore du démantèlement

des centrales en fin de vie. Reste l'argument asséné sans cesse en vertu duquel nous ne pourrions faire autrement puisque nous « sommes prisonniers à 80 % du nucléaire pour l'électricité ».

C'est précisément cet argument qui est traité dans le chapitre suivant, « Pourquoi sortir du nucléaire ? ». La question essentielle est ici celle des risques qui n'ont jamais été évalués correctement à l'origine par les promoteurs d'une énergie dont ils prétendaient faire un usage courant et commercial planétaire ! La prise de conscience de ces risques et le constat dramatique de leurs occurrences, ainsi que l'impossibilité de les maîtriser, conduisent logiquement à la sortie du nucléaire et cela pour trois raisons majeures selon les auteurs : le risque d'accident grave, la production de déchets radioactifs et la menace aggravée du risque de prolifération des armes nucléaires. À Fukushima, comme cela a été le cas à Tchernobyl, on verra les « ondes de dégradation de l'environnement, de la santé et de la vie humaine se propager dans le temps et dans l'espace ».

Comment réviser de façon radicale nos politiques énergétiques ? Telle est précisément la question à laquelle répond le chapitre « Le monde vers la transition énergétique », d'où il ressort qu'au niveau mondial, la consommation d'énergie primaire se répartit ainsi : 33 % de pétrole, 28 % de charbon et lignite, 21 % de gaz naturel, 6 % d'uranium, 10 % de biomasse, 3 % d'électricité primaire (hydraulique, etc.) et 0,2 % de chaleur primaire (géothermie et eau chaude solaire) ; 82 % de cette consommation est d'origine fossile. Les énergies renouvelables ne représentent que 13 %, dont 10 % proviennent de la biomasse. La dimension mondiale recouvre de grandes disparités, de 20 (États-Unis) à 1 (Afrique subsaharienne). La poursuite de la politique énergétique actuelle est dans l'impasse, car soumise à quatre contraintes : les contraintes économiques et celles relatives aux ressources, à la sécurité et à l'environnement, avec, à l'horizon proche, la menace du réchauffement climatique. Ce « futur impossible » n'exige rien moins qu'un changement de paradigme énergétique passant par le concept de maîtrise de l'énergie en termes de consommation. Ce nouveau paradigme englobe l'offre et la demande assurant les meilleurs services énergétiques assumant la solidarité entre pays riches et pauvres et convergeant vers la sobriété et la durabilité au niveau planétaire. En Europe, « les programmes d'efficacité et d'économie d'énergie et d'électricité devront systématiquement accompagner [ceux] de développement des énergies renouvelables ». Que les promoteurs de ces énergies par essence diffuses aient systématiquement mis l'accent sur leur développement local ne doit pas faire oublier la nécessité de projets de grande taille, ni celle pour les villes et les collectivités locales de devenir des acteurs majeurs par leur action sur la demande. Dans cette nouvelle démarche, reposant sur un réseau horizontal maillé et interactif, les concepts d'énergie citoyenne et d'énergie partagée, y compris pour le financement des projets par les collectivités territoriales et les individus eux-mêmes, « sont le gage de la réappropriation de la question énergétique par les citoyens ».

Comment cheminer vers des sociétés sobres en énergie ? Les auteurs insistent sur deux choix très contrastés : le scénario NOÉ et celui de l'AIE (Agence

internationale de l'énergie) dit «450 ppm». S'ils donnent des résultats équivalents du point de vue du changement climatique, «ils divergent profondément sur le degré de confiance dans le progrès scientifique et technique, dans le dogme de la croissance économique [...], enfin dans l'aspect négociable ou non de "notre" mode de vie, celui des couches aisées des populations des pays riches». Celui de l'AIE repose sur le trépied : captage et stockage massif du gaz carbonique dans le sous-sol terrestre, qui soulève des doutes considérables ; programme non moins ambitieux d'énergies renouvelables s'appuyant sur une production d'agrocultures très contestable ; enfin, relance massive du nucléaire permettant de passer à une capacité mondiale installée de 1 350 GW en 2050 contre 375 GW en 2010. Ce qui supposerait un rythme de construction d'une cinquantaine de réacteurs par an, avec l'accès au nucléaire civil de nouveaux pays et les risques corrélatifs d'accidents ainsi que ceux de dissémination et de prolifération à des fins militaires. Ce type de vision de l'avenir est donc problématique car «il cumule les paris de la pleine réussite technico-économique de technologies encore à l'état de prototypes, d'une dynamique très rapide d'implantation de ces technologies et de leur acceptation sans faille par les sociétés». Dans la même veine se situe le projet ITER basé sur la fusion nucléaire dont le physicien Sébastien Balibar, pourtant favorable au nucléaire, a dit non sans ironie : «On nous annonce que l'on va mettre le Soleil en boîte. La formule est jolie. Le problème, c'est que l'on ne sait pas fabriquer la boîte.»

Face à ces cauchemars productivistes, les scénarios de type NOÉ donnent clairement la priorité «à la résorption des inégalités, la sobriété énergétique individuelle et collective portant une attention particulière aux infrastructures, habitat, urbanisme, transports» ainsi qu'à «l'organisation de la production et des échanges [...]». Il s'agit de mettre un terme au mitage périurbain et à l'impératif généralisé de la vitesse. «C'est la notion de *service de mobilité de l'ensemble de la population* qui domine [...] plutôt que celle de *propriété et de vitesse individuelle des véhicules*.» Dans le même ordre d'idées, NOÉ suppose une relocalisation des circuits de production et de distribution «qui favorise la proximité et la décentralisation indispensables à la maîtrise de l'énergie». Les auteurs, qui rejettent le concept intéressé et à la mode de croissance verte, s'inquiètent en revanche du «renforcement des inégalités et des plans technologiques irréalistes» dont la foi dans le mirage nucléaire est sans doute la plus tenace et paradoxalement la plus déraisonnable dans le pays de Descartes.

Pour conclure, les auteurs montrent, en termes aussi précis que convaincants, en quoi la solution énergétique la plus sérieuse pour notre pays est la sortie du nucléaire d'ici une vingtaine d'années, en passant enfin de l'obstination à la raison. Aucune question n'est ici évitée pour l'organisation d'une retraite réussie du nucléaire français, en tout cas préférable au repli panique difficilement évitable après un accident grave. Et tout lecteur attentif devrait comprendre que l'intelligence consiste à se rallier au mot d'ordre «N'attendons plus !» qui conclut ce livre de théorie et de combat.

Jean-Paul Deléage